

3€

regards

N°40/FÉVRIER 2014

**GRAND
PARIS
GRANDES
BATAILLES**

**ANALYSE
CARTOGRAPHIE
DE LA SOCIÉTÉ**

**CULTURE
FRICTIIONS
URBAINES**

**NKM
SES 4 VÉRITÉS
TELEGÉNIQUES**



Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Benoit Borrits, Sophie Courval,
Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Aline Pénitot,
Emmanuel Rondé, Marion Rousset,
Catherine Tricot, Nathanaël Uhl

Secrétariat de rédaction
Sophie Courval

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

SOMMAIRE N°40

p.4 Autoportrait

Danielle Simonnet

p.6 Dossier

Grand Paris

p.20 Isabelle Lorand

Abstention, piège à cons ?

p.22 Utopies concrètes

**Quand le « rien » ouvre
une nouvelle voie urbaine**

p.28 L'opinion au scalpel

**Cartographie de
la société française**

p.34 Sur un plateau

**Les 4 vérités télégéniques
de NKM**

p.46 Leila Chaibi

Le réveil des réacs

POUR UN BIG BANG SOCIAL, POLITIQUE, INTELLECTUEL

Bon sang ! Que l'atmosphère sociale, politique, économique, idéologique est pesante... Pendant que le gouvernement sert les plats du MEDEF et dilapide l'espoir d'un changement social et écologique, les forces de la gauche critique semblent rester l'arme au pied...

Fin décembre, le président Hollande annonçait son virulent «Pacte de responsabilité», marquant un approfondissement des recettes libérales empruntées par le gouvernement. Pourtant, aucune initiative de rassemblement ne s'est depuis imposée pour lui tordre le cou. Avec la hausse de la TVA et le recul incompréhensible sur la loi famille, les partisans de l'émancipation humaine seraient-ils si stupéfaits, assommés qu'ils ne sauraient plus par quel bout prendre la riposte ? Le gouvernement s'apprête maintenant, sur le gaz de schiste, à un nouveau pas vers... le renoncement. Suffoquant.

Or, nous y voilà : sur le social, le sociétal et l'écologie, les voies empruntées par le gouvernement PS/EELV sentent clairement le roussi. La morosité s'installe dans le pays et la sanction, aux municipales comme aux européennes de mars et mai prochains, pourrait être plus sévère que les sondages ne le disent aujourd'hui. Mais cette sanction se traduira-t-elle d'abord par une hausse de l'extrême droite et de la droite ou par une poussée des listes à la gauche du PS ? Souhaitons que la déroute gouvernementale muscle avant tout la gauche de la gauche.

En tout état de cause, nous avons besoin de bien plus qu'une contestation électorale. Il faut un big bang social, politique, intellectuel pour remettre à l'envers ce que le gouvernement met à l'envers et pour faire naître la possibilité d'une majorité alternative au service de l'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre. Seul un rassemblement inédit peut nous sortir des dogmes dominants qui creusent les inégalités, menacent les libertés et enferment les imaginaires. Nul doute que les déçus ne manquent pas : les tenants de l'extension des droits et des protections sont éparpillés, mais ils sont légion dans le pays. Des syndicalistes, des forces politiques, des intellectuels, des artistes, des citoyens en mal d'avenir sont en attente d'un déclic, d'une mise en mouvement collective pour dire « stop » aux reculs sociaux, sociaux et environnementaux.

Pierre Laurent a proposé une marche en avril, Olivier Besancenot a avancé l'idée d'un week-end de révolte, j'ai proposé une grande réunion unitaire pour construire une mobilisation de rue (lire «Contre les droites radicales et l'austérité, le temps de la riposte»). Dans le même temps, la gauche du PS tente retrouver ses esprits (lire «La fronde gagne les proches de Montebourg») et le débat de la sortie du gouvernement est ouvert à EELV. Il y a du grain à moudre à condition de sortir de l'atomisation des forces politiques et de la coupure avec le monde social, intellectuel et artistique. Il y a urgence à faire entendre une autre voix, populaire, énergique, combattive, si l'on veut reprendre la rue aux réactionnaires de tout poil et le flambeau de l'émancipation humaine. ↗ CLÉMENTINE AUTAIN

AUTOPORTRAIT

Danielle Simonnet

répond à notre questionnaire de Proust



Né le 2 juillet 1971 en Seine et Marne

Candidate à la mairie de Paris en 2014

Ma vertu préférée

Être déterminée et ne rien lâcher !

Ce que j'apprécie le plus chez mes ami-e-s

La sincérité et la franchise. Le sens de l'humour et la joie de vivre. La vie est trop courte !

Mon principal défaut

Soyons honnête, il doit y en avoir pas mal... Le manque de confiance en soi ? Mais j'y travaille. La difficulté à dire non, à ne pas culpabiliser ? Ou bien le refus de dévoiler mes défauts ? Dites donc, je suis en campagne, hors de question de dévoiler mon talon d'Achille !

Mon occupation préférée

Depuis des années, sans aucun doute : écouter, comprendre, débattre, convaincre, mettre en mouvement, rassembler, militer !

Mon rêve de bonheur

Que l'émancipation de toutes et tous soit enfin possible, dans un monde où nous aurions redéfini un mode de développement respectueux de notre écosystème et de l'humain d'abord. Et plus personnellement, continuer à aimer et être aimée de celles et ceux qui me sont cher pour continuer à être disponible à l'action collective engagée.

Ce que je voudrais être

La même. Assumons-nous ! Je ne me crois pas parfaite loin de là, mais cela fait déjà 42 ans que je m'apprivoise, je ne saurais tout recommencer à zéro !

Le pays où je désirerais vivre

La France, belle et rebelle, avec son peuple qui prendrait confiance en lui-même et réaliserait la révolution citoyenne. Une assemblée constituante serait convoquée et la 6ème République serait enfin proclamée !

Ma couleur préférée

Le rouge.

La fleur que j'aime

L'œillet rouge et le coquelicot. La première à la boutonnière ou au poing, brandie un jour de commémoration de la Commune de Paris ou en meeting en pensant à la révolution portugaise. La seconde qui ne se cueille pas sous peine de faner immédiatement et s'admire libre dans un champ verdoyant. A respecter, tel notre écosystème dont notre humanité-même dépend !

Mes auteurs favoris en prose

Je ne pense pas en avoir. Lycéenne, j'ai adoré Zola et Kafka, puis Amin Maalouf, j'ai aimé plus récemment le suspens d'un Paul Auster, me perdre dans la noirceur d'un James Ellroy ou dans la tension sinistre d'un Hermann Koch qui décrit l'absurdité inhumaine que peut produire le système.

Mes héros dans la fiction

Le Petit Prince de Saint Saint-Exupéry, questionnant sans cesse toutes les évidences du quotidien. Ou bien Gavroche de Victor Hugo dans Les Misérables, incarnant l'anonyme militant de la révolution.

Mes héroïnes favorites dans la fiction

Antigone d'Anouilh m'a marquée. Cette femme combative, émancipée et rebelle contre toutes les formes de dominations, notamment patriarcale.

Mes héros dans la vie réelle

J'admire les militant-e-s de RESF, les leaders syndicaux qui émergent dans une lutte tel Xavier Mathieu des Conti, comme les nombreux anonymes anti Notre Dame des Landes ou encore les militantes féministes engagées auprès des femmes victimes de violence.

Mes héroïnes de l'histoire

Rosa Luxembourg. Rosa la vie, qui s'est battue jusqu'à la perdre, assassinée par ses anciens camarades. Pour Rosa Luxembourg, il était essentiel d'élever la conscience des ouvriers pour préparer la révolte populaire. Et je suis convaincue qu'il est essentiel d'élever la conscience du peuple pour réussir le processus de révolution citoyenne. L'émancipation est autant le but que le moyen ! Tout comme il fallait s'opposer il y a un siècle à l'unité nationale qui conduisit à la guerre de 14-18, il faut s'opposer aujourd'hui à l'union sacrée des libéraux que dicte la finance dans sa guerre pour accroître ses profits et ses priviléges, au mépris de nos vies et de notre écosystème.

Ce que je déteste par-dessus tout

Le racisme, la haine de l'autre, mais aussi le cynisme, la lâcheté, l'indifférence, l'égoïsme.

Personnages historiques que je méprise le plus

Hitler sans aucun doute possible. Rien que de l'écrire mon sang se glace. Plus jamais ça. Et pourtant, la course de vitesse avec l'extrême droite en France et en Europe est bien réelle.

La réforme que j'estime le plus

L'abolition de la peine de mort. Mais aussi le droit à l'avortement.

Les fautes qui m'inspirent le plus d'indulgence

Les fautes d'orthographe ! Elles incarnent un terrible marqueur social justifiant de la part de certains un tel mépris de classe.

Ma devise

« Car le feu qui me brûle est celui qui m'éclaire » d'Etienne de la Boétie. Ne pas se résigner, écouter ses révoltes est en soi un premier facteur de conscience, guide pour l'action !

Mon état d'esprit actuel

Motivée et déterminée !

CHAQUE JOUR + CHAQUE MOIS + CHAQUE SAISON
REGARDS.FR+EMENSUEL+TRIMESTRIEL
ABONNEZ-VOUS

À retourner à Regards, 5, Villa des Pyrénées, 75020 Paris

PRÉNOM :

NOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

VILLE :

TÉLÉPHONE :

EMAIL :

60 €: Les 4 magazines + les 11 e-mensuels
+ l'accès aux espaces réservés aux abonnés sur regards.fr
(archives+dossier...)

Choisissez votre tarif

- 40 € tarif étudiants-chômeurs
- 60 €
- Abonnement de soutien

montant à préciser : €

Choisissez votre rythme

- en une fois
- par trimestre
- par mois

Choisissez votre moyen de paiement

- par chèque
- par carte bancaire
(remplir le bulletin ci-dessous)

AUTORISATION DE PRÉLEVEMENT J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier désigné ci-dessous. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend avec le créancier.

N° national d'émetteur
484326

VOS NOM, PRÉNOM ET ADRESSE

Nom et adresse du créancier
LES EDITIONS REGARDS
5 Villa des Pyrénées 75020 Paris

COMPTE À DÉBITER

Code établissement Code guichet Numéro de compte CLé RIB

Nom et adresse de votre banque ou de votre centre CCP

Date

Signature

JOINDRE UN RIB OU UN RIP

À retourner à Regards, 5, Villa des Pyrénées, 75020 Paris

Téléphone : 09 81 02 04 96

GRAND PARIS

Avec la validation par le conseil constitutionnel le 23 janvier dernier, la Métropole du Grand Paris (MGP) est née.

Apparue subrepticement cet été, cette nouvelle entité qui réunit Paris et les trois départements de la petite couronne (92, 93 94), rassemble 6,7 millions d'habitants et près d'un tiers de la richesse nationale. Un enjeu francilien et national. Explications et décryptages par Roger Martelli et Catherine Tricot.

LE GRAND PARIS, UNE LONGUE GESTATION ET DES ACCÉLÉRATIONS

Il y a une histoire courte et une histoire longue du Grand Paris. La courte commence le 17 septembre 2007 quand le Président nouvellement élu, Nicolas Sarkozy, annonce qu'il lance le processus permettant d'aller vers un « Grand Paris », à l'horizon de vingt à quarante ans. Six ans plus tard, le 19 décembre dernier, les deux chambres s'accordent définitivement sur la création de la « métropole du Grand Paris ». Le 23 janvier 2014, le Conseil constitutionnel valide la loi, qui est publiée au Journal officiel du 28. Dans des contours alors définitifs, la métropole entrera en fonction le 1er janvier 2016. Dès le 16 janvier, enfin, Jean-Marc Ayrault s'est prononcé pour la disparition des départements de la petite couronne. La métropole n'est qu'une pièce d'un dispositif de plus large envergure encore.

L'histoire longue est celle du cheminement d'une métropole qui est en même temps, comme Londres, une « ville mon-

diale ». L'expansion de Paris s'accélère dans la seconde moitié du XIXe siècle. Tandis que la ville annexe les villages qui l'entourent, le paysage urbain s'étend dans ce qui va devenir très vite la « banlieue », selon un modèle original et diversifié. Paris et la petite couronne forment alors un ensemble conséquent (aujourd'hui un peu plus de six millions d'habitants) régi selon une double logique. La logique de la coopération (premières ébauches d'intercommunalité avec les syndicats mixtes) s'installe dans les années 1890. Les premiers syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU) concernant la distribution du gaz, de l'eau, de l'électricité, le ramassage des ordures ménagères et le service des pompes funèbres. Dans le même temps, la régulation de la puissance publique s'impose dans un cadre départemental que le redécoupage de l'Ile-de-France (1964-1967) achève de réorganiser. Cette phase est celle qui voit l'apogée de l'État organisateur et opérateur du



La démocratie citoyenne de souche communale et la structure départementale, base de la régulation étatique ancienne, sont désignées comme les verrous à faire sauter.

remodelage urbain, officiellement pour compenser les inégalités territoriales. Grands projets de logements et d'infrastructures, pilotage par la Datar, renforcement de l'appareil administratif et synergie de l'État et des grandes entreprises du BTP sont les pivots de cet aménagement « concerté ». C'est l'époque des Zup et des grands ensembles.

À partir des années 1970 on observe un phénomène à deux faces : l'extension de l'urbanisation de la petite vers la grande couronne, tandis que se déploient les dysfonctionnements urbains raccordés au chômage, à la désindustrialisation, aux transformations du monde ouvrier et aux inégalités croissantes. Dès le début des années 80- les premières révoltes de Vénissieux remontent à l'été 1981- ces glissements se nouent en crise violente : en 2005, de nombreuses villes de banlieue sont secouées par des émeutes de jeunes. Le dispositif institutionnel, lui, se peaufine dans le cadre des premières lois de décentralisation. Mais il se fait au prix d'une complexification : la région assume l'essentiel des fonctions stratégiques qu'elle partage avec les structures d'intercommunalité, les départements et les communes se tournant vers la gestion sociale. La complexité est présentée, de plus en plus, comme un obstacle à ce qui tend à devenir un leitmotiv : il faut établir les bases de la compétitivité des territoires français dans la mondialisation. La démocratie citoyenne de souche communale et la structure départementale,



Un des enjeu de la métropole parisienne est sa relation avec les espaces agricoles

base de la régulation étatique ancienne, sont désignées comme les verrous à faire sauter. La « gouvernance » devient le nouvel eldorado, le complément dans la sphère publique du « management » dans la sphère privée. Paris Métropole est créée en juin 2009. La structure souple, à adhésion libre, est à la croisée de plusieurs attentes, celles d'une rationalisation et celle de la reconnaissance des divers territoires. Voulue par Bertrand Delanoë, mise en place par son adjoint communiste Pierre Mansat, Paris Métropole fait ses premiers pas pour surmonter la coupure et la domination de Paris sur la banlieue. Il s'agit également pour son principal initiateur de retrouver le chemin d'un leadership du centre-capital. Ce syndicat mixte d'études regroupant communes, intercommunalités, départements et régions a pour objectif de façonner le nouveau

visage métropolitain.

Ici et ailleurs, à l'Assemblée, à l'Elysée, se constitue un consensus entre une partie de la droite et une partie de la gauche pour raccorder la prise en compte du fait métropolitain et la réorganisation territoriale d'ensemble. C'est la fin programmée de l'ainsi-nommé « mille-feuilles » territorial. L'élection de Nicolas Sarkozy accélère le processus. Ce n'est pas un hasard. La biographie du nouveau président l'y conduit : premier Président francilien, il présida le conseil général des Hauts de Seine, au cœur d'un des plus forts « pôles de compétitivité » de la région capitale : la Défense. Nicolas Sarkozy porte de façon conséquente le projet d'une droite qui fait de la refonte territoriale et institutionnelle un mot d'ordre identificateur. Ce faisant, il ravit l'initiative et la dynamique à la gauche jusqu'alors emmenée par Bertrand Delanoë. ●

COMMENT L'ÉTAT, LE PS ET L'UMP REPENSENT LE CENTRE ET LA PÉRIPHÉRIE

Longtemps concentrique, et sur le mode de la domination du centre sur la périphérie, le nouveau schéma de l'organisation des territoires emprunte à la logique de l'archipel. Les pôles dominants sont reliés entre eux. Au passage se dissout la conflictualité ancienne centre/périphérie.

La pratique métropolitaine des « décideurs » s'inscrit dans un déplacement global des logiques de mise en valeur des territoires. On en a fini, en pratique, avec un aménagement des territoires dont l'objectif premier est de réduire l'écart entre Paris et « le désert français ». On sait que l'acronyme inchangé de DATAR dissimule un changement linguistique majeur : le deuxième « A » ne désigne plus « l'action régionale » mais « l'attractivité » régionale. Même dans la grande phase de l'État aménageur des Trente Glorieuses, la polarité territoriale n'a jamais disparu. Mais elle s'accompagnait de formes volontaires de redistribution et de contacts

assumés entre le « centre » et la « périphérie ». Désormais, la polarité prend ouvertement une forme concurrentielle « pure ». L'objectif est de valoriser des « pôles de compétitivité » ou « d'excellence » concentrant les avoirs, les savoirs et les pouvoirs. Par ailleurs, les politiques visent à développer les relations entre ces pôles performants, au détriment des territoires périphériques. Les relations centre-périphérie laissent la place à un processus d'exclusion : on est « in » ou on est « out », les individus et les classes, comme les territoires.

Cette logique est à la base de la conception de la droite. Christian Blanc en formula naguère l'expression la plus claire : Pour la métropole Parisienne, il imagina un métro automatique reliant les pôles

de compétitivité. Le Grand Paris Express se limitait alors à 16 gares dont les deux aéroports parisiens. A la gouvernance d'assumer la régulation de l'ensemble pour atténuer les effets de désordre liés à cette forte polarisation.

La logique socialiste ne conteste pas la logique de pôles de compétitivité mais s'écarte néanmoins du modèle Sarkoziste. Concurrence et gouvernance ne sont pas récusées, mais elles sont accompagnées d'une nouvelle centralité, concentrant sur le noyau les vertus régulatrices du tout. Pour Bertrand Delanoë, la logique de compétitivité des territoires doit être complétée par la mise en place d'un pôle majeur d'unification : un centre renforcé. Le maire de la capitale n'a que trop conscience de l'affaissement relatif de la ville centre au bénéfice de la petite couronne. Un tour du boulevard périphérique parisien le révèle : la dynamique économique est du côté de la banlieue. Delanoë va chercher à dynamiser Paris mais surtout il va tenter un genre d'absorption des villes adjacentes. Il soutient une proposition intégrant Paris et les 29 communes limitrophes. Ce n'est pas cette vision qui finalement prévaudra. Au parlement, les porteurs du projet de MGP, Claude Bartolone en tête, élargissent le centre aux trois départements. La logique n'est pas radicalement contradictoire. Les effets politiques et institutionnels en sont néanmoins bien différents.●

**La logique
socialiste ne
conteste pas la
logique de pôles
de compétitivité
mais s'écarte
néanmoins
du modèle
Sarkoziste.**

GRAND PARIS, GRANDES QUESTIONS

Jusqu'en 2016 s'ouvre une période singulièrement stratégique pour la future métropole parisienne, celle de sa préfiguration. Petite liste de questions qui sont posées, d'ores et déjà.

Le profil encore imprécis de la gestion métropolitaine en cours laisse entrevoir de redoutables problèmes. En l'état, la métropole du Grand Paris regroupe, en dehors de Paris, les 123 communes des départements de la petite couronne, auxquelles peuvent s'ajouter les 42 communes limitrophes des trois départements actuels et trois communes de l'Essonne et des Yvelines. D'ores et déjà, la métropole regroupe 6,7 millions d'habitants, les membres optionnels pouvant y ajouter un million supplémentaire. Économiquement, c'est un tiers du PIB qui se concentre sur l'ensemble métropolitain.

LES RÉALITÉS LOCALES

Officiellement, le pari du regroupement métropolitain est celui d'une rationalisation par homogénéisation administrative. Mais l'homogénéisation risque de rendre difficilement gérable un ensemble qui est aujourd'hui marqué par la diversité,

davantage que par l'homogénéité. Par exemple, le projet initial (les pôles reliés par un réseau resserré de transports) contourne la réalité des déplacements régionaux. Il postule la priorité des déplacements de longue distance à l'intérieur de la région. Or l'étude publiée en mars 2013 sous l'égide de l'Atelier international du Grand Paris¹ montre que l'essentiel des déplacements se fait à l'intérieur des bassins de vie. On se déplace moins de Fresnes à La Défense que de Fresnes à Thiais. En centrant l'effort sur le cadre métropolitain, on risque ainsi tout à la fois d'homogénéiser artificiellement et de délaisser les services réellement utiles, et notamment les transports de proximité.

LA SÉGRÉGATION SPATIALE

À cela s'ajoute le phénomène lancinant des inégalités socio-territoriales. Toutes les études de répartition communale des revenus franciliens montrent l'inégalité structurelle, autour de trois paradigmes

1. Réalisée par les Urbanistes associés (Devillers, Spizzichino, Bourdin, Roux....)

Le citadin, le citoyen et la ville

Par Maurice Charrier, Joseph Rabie,
Robert Spizzichino, Catherine Tricot



(...) Ce qui change désormais est le caractère de plus en plus institutionnalisé, pérenne et large de ces coopérations.

Mais en agissant de plus en plus dans la vie quotidienne, ces instances supra communales n'ont pas la légitimité démocratique qui devrait s'attacher à leur pouvoir, dont celui de lever l'impôt. Les membres des conseils sont élus au deuxième degré par les élus des villes associées. On se trouve ainsi devant une contradiction:

l'espace intercommunal devient de plus en plus pertinent comme lieu de vie et de décision politique, mais il n'est pas un lieu d'expression démocratique.

Quant à la commune, elle reste un territoire privilégié d'implication civique et de démocratie, mais elle est de moins en moins une échelle pertinente de maîtrise des enjeux de développement.

Il n'est donc pas si facile de

penser une translation démocratique, tant sont épaisse les contradictions.

Élire les membres des conseils intercommunaux au suffrage universel? Le risque est alors de donner aux institutions supra-communales une légitimité supérieure à celle de la commune. Or, dans la crise démocratique, l'affaiblissement du niveau communal, maillon qui apparaît encore comme le plus vivant, paraît dangereux.

Que faire? Tout d'abord, considérer que les décisions qui engagent de plus en plus la vie quotidienne et le dynamisme social et économique ne relèvent pas de décisions techniques de «gouvernance», mais méritent débat et validation démocratiques. Ensuite, considérer que l'avancée démocratique ne suppose pas seulement d'appliquer à un niveau territorial des modèles tout prêts, mais nécessite plus encore un travail d'invention.

Les idées ne manquent pas pour trouver de nouvelles manières de faire vivre la démocratie: conseils de quartier, conférences de consensus, jurys avec la participation de citoyens, observatoires des engagements, budgets participatifs, référendum d'initiative populaire, conseils municipaux

des enfants et des jeunes ...

La vie associative, la vie politique sont elles aussi sources d'idées pour animer le débat. Quelles que soient les formes, les temps du partage de l'information, de la formation, de la discussion sont incontournables.

Le second espace de l'invention doit porter sur la manière d'élire et de désigner les membres des conseils communautaires. Ils pourraient relever de formes mixant l'élection directe par les citoyens sur la base de listes porteuses des projets, la présence de droit des maires des villes associées, et celle des organisations patronales, syndicales, des acteurs de la vie associative et culturelle, à l'image des conseils économiques et sociaux.

Au fond, il s'agit de pousser le plus loin possible l'idée que la démocratie ne se dynamise pas seulement par une amélioration sensible de la représentation, mais par une subversion de ses ressorts, et notamment par l'implication citoyenne directe. (...)

● CATHERINE TRICOT

Le citadin, le citoyen et la ville
Maurice Charrier, Joseph Rabie,
Robert Spizzichino, Catherine Tricot. 5 euros. Bruno Leprince édition.

anciens et persistants : l'opposition de l'ouest et de l'est, la concentration des faibles revenus vers le périurbain, la présence d'îlots de pauvreté au cœur du noyau central (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne). D'ores et déjà, les habitants de Levallois dans le 92 ont vingt fois plus de revenus en moyenne que ceux de Sevran dans le 93. Or la logique en cours risque d'accentuer le phénomène. C'est la proximité ou l'éloignement « du » centre (le noyau parisien élargi) ou « des » centres (les pôles de compétitivité) qui décidera de la répartition générale des ressources, publiques comme privées. Écrasement de la diversité (hégémonie du modèle urbain central) et accroissement des inégalités risquent, de plus en plus, de naviguer de conserve.

TECHNOSTRUCTURE VS DÉMOCRATIE

Reste enfin le problème, classique et incontournable, de la démocratie. La politisation démocratique, aux XIX^e et XX^e siècles, s'est enraciné dans le terreau municipal et départemental. À ce jour, aucune collectivité territoriale supra-communale n'est parvenue à se doter d'une légitimité démocratique universellement reconnue. Région et intercommunalité sont des espaces où domine la gouvernance technocratique, davantage que l'implication citoyenne. Les compétences de la nouvelle métropole se substituent à celles des communes membres dans tous les secteurs les plus stratégiques : aménagement de

l'espace, politique de l'habitat, politique de la ville, aménagement économique, social et culturel, protection et mise en valeur de l'environnement. Or, dans la phase de mise en place, dite « de préfiguration » (jusqu'en 2016), ce sont les responsables de collectivités et les « partenaires socio-économiques » qui vont piloter le nouveau cadre métropolitain. En fait, la logique mise en place va privilégier dès le départ les modèles de gouvernance fondés sur l'expertise de la « société civile », comme c'est le cas dans les espaces supranationaux, et notamment celui de l'Union européenne. Auquel cas, le déficit démocratique se couplera avec la spirale inégalitaire. D'ores et déjà, la crise de la métropole est en germe dans le dispositif.

OBJECTIONS

La construction avalisée par le Parlement a provoqué de vives réticences, d'abord des collectivités menacées. Le Président du Conseil général du Val-de-Marne, Christian Favier, a ainsi affirmé avec vigueur le rôle de médiateur de proximité que pouvait jouer l'espace départemental, entre la demande des habitants et les intérêts globaux d'un fait urbain qui déborde par ailleurs la seule aire du Grand Paris (ce que les démographes appellent aujourd'hui « l'aire urbaine » parisienne, c'est-à-dire l'espace d'attraction de Paris, regroupe plus de dix millions d'habitants).

Mais, toujours pour l'instant, le seul discours alternatif au modèle de « compé-

titivité » et de restructuration métropolitaine par en haut est celui qu'a évoqué la structure intercommunale de Plaine-Commune. L'idée sous-jacente, défendue vigoureusement par le président de Plaine-Commune, Patrick Braouezec, est que la dynamique des pôles de compétitivité et celle du pilotage par un centre renforcé sont à terme inefficace et à court terme dangereuses pour l'équilibre socioéconomiques de l'espace parisien. Les élus de Plaine-Commune redoutent les effets d'une logique de régulation par un centre et préfèrent une construction qui s'appuie sur les territoires de vie réels. Mais ces territoires ne se réduisent pas à la logique de la compétitivité et ne peuvent confier leur régulation d'ensemble au marché et à la technostructure.

De ce côté-là, on plaide donc pour une gestion polycentrique et ascendante. Le couple commune-intercommunalité peut alors jouer un rôle moteur dans la gestion de territoires élargis (300 à 400 000 personnes), dotés de profils originaux, capable d'assurer à leurs administrés le « droit à la centralité ». Reste à trouver les modalités pour que ce polycentrisme ne laisse pas de côté la gestion de l'en-commun métropolitain, ou n'en fasse pas la chasse gardée des rapports de forces entre territoires particuliers. Toute décentralisation imparfaite porte en germe la grande cacophonie des territoires ou la centralisation déguisée. La métropole du Grande Paris risque de nourrir l'une et l'autre.

Reste à trouver les modalités pour que ce polycentrisme ne laisse pas de côté la gestion de l'en-commun métropolitain, ou n'en fasse pas la chasse gardée des rapports de forces entre territoires particuliers.

Difficile de dégager une autre voie que celle qui s'attache à penser des mixités évolutives, par lesquelles les structures nouvelles liées à l'évolution longue des territoires urbanisés acquièrent peu à peu de la légitimité démocratique, sans que l'on se hâte de détruire les outils traditionnels d'équilibre entre la rationalité du choix efficace et la patience de la construction démocratique. ●

LA DÉFENSE D'UN CONTRE-MODEÈLE MÉTROPOLITAINE

LE DROIT À LA CENTRALITÉ POUR TOUS

Extrait d'un article paru dans Métropolitiques le 25 octobre 2013

Éclairages sur des exemples et des réflexions à l'échelle internationale.

(...) Les débats sur la gouvernance de la métropole de Paris ont largement ignoré ceux qui animent les territoires métropolitains à l'échelle internationale. Pourtant, d'autres exemples de « métropole intégrée » devraient inciter à la prudence. Le cas de Toronto montre les possibles effets pervers et l'inefficacité d'une telle structure : augmentation des coûts, impraticabilité technique, déficit démocratique.

Par ailleurs, au sein de structures d'échanges comme le Forum mondial des autorités locales de périphérie ou le Congrès mondial des gouvernements locaux unis, de nombreux pouvoirs locaux militent pour une gouvernance décentralisée. L'enjeu est de saisir l'occasion de la mutation métropolitaine pour organiser un rééquilibrage des rapports entre centre et périphéries, tant dans la définition des politiques publiques que dans

les rapports de pouvoir institutionnels. Aux effets socio-spatiaux de la globalisation, ils opposent la construction de projets locaux visant à conforter une dynamique globale. Cette démarche a notamment permis de faire émerger et de diffuser la notion de « droit à la centralité pour tous », adaptation contemporaine du « droit à la ville » d'Henri Lefebvre, qui défend l'accès des territoires périphériques aux mêmes niveaux de services, de desserte en transports, d'aménités urbaines que les grands centres urbains¹. Dans cette perspective, la métropole multipolaire revendiquée par les élus locaux franciliens favoriserait l'émergence de projets partagés et ascendants, en lien avec les territoires de proximité, pour tendre vers une plus grande équité ter-

1. Gilli, Frédéric. 2013. « Le Grand Paris des Grands Parisiens », Pouvoirs locaux, n° 97, p. 37-41.

Cette démarche a fait émerger et a diffuser la notion de « droit à la centralité pour tous », qui défend l'accès des territoires périphériques aux mêmes niveaux de services, de desserte en transports, d'aménités urbaines que les grands centres urbains

ritoriale. Ce modèle métropolitain s'est progressivement constitué en véritable référence et fait l'objet d'un important soutien de la part des élus² comme des praticiens et des experts. D'ailleurs, les spécialistes de la question métropolitaine sont très peu nombreux à militer en faveur de la solution gouvernementale. Ils convergeaient, au contraire, pour mettre en avant la nécessité d'auto-orga-

2. À travers Plaine Renaissance, puis en créant la première communauté d'agglomération en Île-de-France, le territoire de Plaine Commune a pris en main son destin et s'est donné les moyens d'exister dans la métropole. Sa transformation en pôle majeur de l'agglomération s'est réalisée, certes, par le biais des stratégies des acteurs économiques, mais aussi parce que l'agglomération, à l'aide d'instruments stratégiques métropolitains (schémas de cohérence territoriale (SCOT), contrats de développement territorial (CDT)), a su être proactive pour élaborer ses propres références urbaines (pôle économique majeur, question sociale, droit à la métropole pour tous).

nisation des territoires et des politiques publiques. Circonspects et mis devant le fait accompli, la plupart des experts ou des chercheurs sont soit critiques soit extrêmement discrets.

À l'heure où la recherche de la « bonne gouvernance » alimente les débats dans les réseaux internationaux, il n'est pas trop tard pour entendre les praticiens, qu'ils soient élus locaux, agents territoriaux, experts ou scientifiques, et éviter de s'enfermer dans les jeux et affichages politiciens. La simplification administrative, le common sense ne sont pas synonymes d'efficacité. Le génie complexe de nos territoires mérite une gouvernance ingénieuse : seule la mise en capacité des territoires intermédiaires la permettra. Plus de pouvoir pour les territoires de la métropole, c'est plus de pouvoir pour la métropole. **● DAMALY CHUM,
MAËL GENDRON, SOPHIE LEGUILLOON**

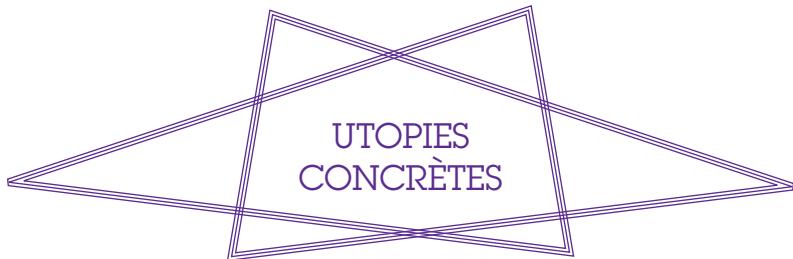


Isabelle Lorand

Abstention piège à cons ?

Le bon sens voudrait que les déçus du hollandisme se reportent sur le Front de gauche. Seulement en politique les vases communicants ne communiquent pas automatiquement. Le gros devrait, selon toute vraisemblance, gonfler les rangs déjà conséquents des abstentionnistes. Autrement dit, si la trahison des socialo-écologistes répulse, le front de gauche n'est, pour l'heure, pas suffisamment attractif. Pour renverser la vapeur, il reste 35 jours pour les municipales et 90 pour les européennes. C'est peu. Et pour compliquer encore la tache, il faut ajouter que particulièrement dans l'électorat populaire et la jeunesse, il y a deux grandes raisons à l'abstentionnisme. Ceux qui sanctionnent la classe politique ne seront pas convaincus par les mêmes arguments que ceux qui sanctionnent le PS. On auraient tort de penser que les premiers ont déserté le champs de la politique. La politique dans les quartiers, il y en a. Mais avec d'autres codes, d'autres formes, d'autres pratiques. Les élections municipales pourraient facilement les remobiliser. Pour peu que les équipes municipales et les campagnes soient

à leur image. Pour ceux, qui entendent par leur abstentionnisme sanctionné la politique gouvernementale, la balle est dans le camp du Front de gauche. Les mobiliser, suppose de se démarquer clairement du pouvoir en place sans tomber dans la caricature et l'agressivité inquiétante. De dessiner un cap désirable pour la France et pour l'Europe qui soit en rupture tout restant crédible et accessible. Et de devenir le pivot du rassemblement des forces de gauche. Le matelas de voix confortable que nous avons constitué ensemble lors des échéances de 2012 constitue une base solide. Mais pas indestructible ! Les chamailleries persistantes au sein du Front de gauche, pour des raisons qui semblent bien futiles au regard d'une société qui va chaque jour plus mal et qui pourrait faire reine la dangereuse chef du parti haineux, finira par générer du désamour parmi ceux-là même qui l'ont louanger. Alors bien sur, il y a des nuances entre nous. Justifient t'elle de sidérer tout espoir à gauche ? Certainement pas. Alors maintenant, il faut se ressaisir sans tarder. Assumer nos différences pour en faire des forces. Et enfin, reprendre le flambeau de la gauche et de la formidable dynamique de l'espérance. ●



Quand le « rien » ouvre une nouvelle voie urbaine

**Redécouvrir les espaces gratuits,
qui ne sont consacrés ni à la production
ni à la consommation : c'est l'invitation
que formule Gare au théâtre pour
ses 6^e Frictions urbaines. Elles poursuivent
la transformation de l'utopique acte
gratuit en réalité pour le plus
grand nombre.**

Redécouvrir le «rien», c'est ce que propose, pour la 6e édition de Frictions urbaines, l'équipe de Gare au théâtre. « Le «rien», ce sont ces moments où personne produit, où personne ne consomme. Bref, du temps gratuit, pour soi, pour les autres», résume Mustapha Aouar, l'âme de Gare au Théâtre. Du 10 au 15 février, l'équipe et ses acolytes – parmi lesquels les représentants d'une quinzaine de lieux intermédiaires dont la Friche de la Belle de Mai (Marseille) ou le Théâtre de l'Echangeur (Bagnolet) – ont mêlé débats, expression artistique et ballade urbaines pour permettre à chacun de se réapproprier son temps autant que son espace.

La balade urbaine a été le fil conducteur de ces Frictions urbaines. Gare au théâtre a entraîné les participants dans l'exploration d'une randonnée entre les deux gares de Vitry, en pleine dans la zone industrielle de cette cité du Val-de-Marne. Ce chemin a mené les marcheurs à la découverte de certaines des zones les plus sauvages de la ville. « Il faut voir ça : des orchidées sauvages qui poussent sur un terrain appartenant à EDF », s'enthousiasme Mustapha Aouar. Ce chemin, il l'a ouvert en novembre dernier pour une randonnée avec une quarantaine de Vitriots venus aussi bien des quartiers populaires, comme la cité Balzac, ou ceux plus chics du nord de Vitry.

Ce 10 février, Mustapha a emmené les

auteurs de théâtre invités des Frictions urbaines aussi bien que les membres du réseau de réflexion que co-anime Gare au théâtre sur l'espace urbain. Les créateurs, à partir de cette balade, se sont donnés pour but d'écrire un texte de théâtre, d'une durée maximale de 7 minutes. Chaque texte étant créé et présenté devant le public dans la foulée. C'est que Gare au Théâtre souhaite multiplier les formes d'interpellation quant au devenir des espaces urbains, un espace qui accueille déjà plus de 50 % de la population mondiale. « Nous pensons qu'il faut reprendre cette question en partant des habitants, de leur histoire dans la ville, de leurs histoires », résume Mustapha Aouar. Il s'agit d'un art dont l'ambition est de servir de média entre les citoyens et les décideurs, quelle qu'en soit la nature. Loin d'être des doux rêveurs, oeuvrant dans leur coin, les membres du réseau que co-anime Gare au Théâtre comme la Friche de la Belle de Mai, gardent les deux pieds solidement ancrés dans le réel. Amener les citoyens à se réapproprier les espaces laissés à l'abandon, c'est leur but. C'est sur cette base que les différentes équipes ont investi des lieux industriels désaffectés : manufacture de tabacs à Marseille, gare à Vitry... pour en faire des lieux de création, de partage, d'échange. Encore une fois, à l'écart des préoccupations de production ou de consommation marchandes. Cela ne s'est pas fait sans frictions. « Outre les bouleversements économiques et

sociaux provoqués par ce changement d'affectation, c'est le rapport au territoire qui change, rapport que l'on peut analyser à différentes échelles, celle du quartier et de ses habitants bien sûr, mais plus généralement à l'échelle de l'agglomération dans son ensemble », explique le géographe et urbaniste Boris Grésillon dans son étude sur la Friche de la Belle de Mai.

Mais leurs interventions, leur défrichage permanent de l'espace culturel comme de l'espace urbain, sollicitent les « décideurs » : élus locaux ; Etablissements publics ; Conseils en architecture, urbanisme et environnement... Les institutions dont le travail impacte la vie des gens. Des gens que les structures intermédiaires s'acharnent à remettre au cœur de la reconquête de l'espace urbain.

C'est que l'avenir de ces villes rime beaucoup avec concentration, notamment dans les métropoles : de Rennes à Strasbourg en passant par Lyon ou Paris. Alors que les dogmes libéraux instaurent la concurrence économique entre territoires, éloignant de plus en plus les lieux d'habitation des lieux de travail, cette concentration rime essentiellement avec allongement des temps subis, des temps aliénants : temps de transport pour aller de son domicile au travail, du travail au lieu de consommation, du lieu de consommation à chez soi. Cette dilatation du temps aliénant compresse à presque rien le temps pour soi. Réinvestir le « rien »

devient donc un enjeu d'émancipation. Paul Aries, directeur de la revue Les Z'Indigné-e-s et promoteur du « socialisme gourmand », ne dit pas autre chose : « Il est de plus en plus difficile d'exister réellement dans cet univers voué à la marchandise et à l'accumulation sans fin. Nous peinons à donner un sens réel à nos existences et nous sommes devenus sourds aux appels à la vie. »

Entre balades urbaines, transformation des lieux anciennement dévolus à la production industrielle en lieux de production de savoirs partageables, les acteurs tels que Gare au Théâtre tentent, à leur échelle, de répondre au défi posé par Paul Aries. En cherchant le « rien », c'est l'acte gratuit qui est privilégié. Si, aujourd'hui, certaines collectivités prennent à bras le corps la gratuité de l'accès à certains services publics, moins nombreux sont celles et ceux qui s'attachent à l'acte gratuit, celui qui n'a pas d'objet autre que social. Hors, cette gratuité-ci peut constituer un espace de radicalité concrète sortant, définitivement, des pans entiers d'échanges entre les êtres humains de la sphère marchande. Si cette démarche peut apparaître utopique, elle ne l'est que tant que l'utopie reste un possible non exploré.

C'est donc dans cette utopie très concrète que se situent les acteurs convoqués, en ce mois de février, par l'équipe de Gare au Théâtre.

● NATHANAËL UHL



L'OPINION
AU SCALPEL

Cartographie de la société française

**Petit tour d'analyse de l'enquête annuelle
du journal *Le Monde* sur les fractures
françaises.**

L'extrême défiance de la société française » tel est le titre donné par *Le Monde* pour illustrer les résultats de son enquête¹ annuelle « Fractures françaises ». Ce sondage, réalisé par Ipsos-Steria, juste avant la conférence de presse de François Hollande, se révèle effectivement riche d'enseignements sur les attentes, les craintes des Français mais aussi sur la pensée profonde de certains journalistes au *Monde*.

UNE SITUATION SOCIALE CRITIQUE

Les résultats sont ainsi qualifiés par Jean-Baptiste de Montvalon de « sinistres » dans « un pays où la défiance et le pessimisme tiennent le haut du pavé; un pays très majoritairement craintif, persuadé de son déclin, fortement tenté par le rejet des autres et son corollaire, le repli sur soi ». Pour abonder le propos, la première exergue de l'article met en avant que « 74 % des Français sont d'accord que c'était mieux avant ». Voilà donc une preuve irréfutable que le pays a l'œil rivé au rétroviseur. À la réflexion, il serait presque judicieux de se demander qui sont ces 26 % qui pensent que la situation s'améliore. Ils ne figurent sans doute pas parmi les 178 000 chômeurs supplémentaires de l'année 2013

ce qui porte le nombre de sans-emploi de catégorie A à 3 303 000 et même 5 535 000 si on inclut l'ensemble des catégories. Sans trop extrapolier, il est légitime d'envisager que les 33 % de Français qui ont renoncé à se soigner ou que les 50 % qui ont différé un soin estime que cela va plutôt de mal en pis. Loin d'être un problème d'ambiance, la détérioration de la situation n'est pas un « sentiment » mais une réalité.

La violence de la crise s'exprime en quelques chiffres simples. Ainsi, 29 % des Français déclarent faire attention à l'euro près lorsqu'ils font leurs courses alimentaires. C'est plus du double d'une enquête Ipsos d'août 2012 (14 %). Pour la première fois depuis des décennies, l'aspiration la plus élémentaire, se nourrir, est redevenue une préoccupation majeure pour près d'un tiers de la population. En décembre 2013, le nombre d'inscrits au Restaurant du cœur a franchi la barre ô combien symbolique du million. À l'inverse le nombre de Français qui indiquent « ne pas vraiment compter » chute, lui, de manière vertigineuse. Seuls 17 % des sondés sont désormais dans ce cas contre 33 % dans la précédente enquête, soit presque moitié moins. Devant une situation aussi détériorée, la doxa libérale de François Hollande faite de cadeaux au Medef et d'appels aux « mesures courageuses » ne fera qu'aggraver la situation. Une partie croissante de la société française tout simplement n'y arrive plus, n'en peut plus. Dans ces conditions,

1. *Le Monde* du 22 janvier 2013, enquête Ipsos-Steria réalisée pour *Le Monde*, France Inter, la fondation Jean Jaurès et le CEVIPOF

le risque est grand que les solutions les plus simplistes aient le vent en poupe.

LA TENTATION RÉACTIONNAIRE ET LE DANGER DU FN

C'est une vérité statistique, la dédiabolisation du FN est un fait. À la question « *le Front national est-il un parti utile ?* », 47 % des sondés répondent par l'affirmative. Ce chiffre atteint même 67 % parmi les sympathisants de l'UMP. C'est un signe que la porosité droite/extrême droite est désormais achevée. La déclaration de Christine Boutin « *la digue entre la droite et l'extrême droite est tombée* » est donc bien une réalité.

Le sondage dénote aussi une claire aspiration à l'ordre. À la question « *avez-vous confiance dans les institutions suivantes* », l'armée et la police obtiennent respectivement 79 % et 73 % d'opinions favorables quand l'école et la justice n'en recueillent que 68 % et 46 %. Dans ce sombre tableau, il existe néanmoins des signes encourageants même s'ils apparaissent bien fragiles. Si 66 % des personnes interrogées estiment qu'il y a trop d'étrangers en France c'est malgré tout 4 % de moins qu'en 2013. L'image de l'islam n'est « *compatible avec les valeurs de la République* » que pour 37 % des sondés. Toutefois, c'est un bond non négligeable car dans la précédente enquête ce n'était le cas que pour 26 % des Français.

La perception négative de toutes les institutions liées à la confrontation

67 % des sympathisants UMP estiment que le FN est un parti utile.

politique et au débat démocratique atteint des sommets : les opinions favorables atteignent difficilement 31 % pour les syndicats, 23 % pour les députés et les médias et seulement 8 % pour les partis politiques. D'alternances en alternances, la reconduction des mêmes politiques a produit un effet délétère. La politique au sens large a été vidée de toute substance en ne laissant que des nuances à la marge. Retrouver une certaine conflictualité, redonner corps à un projet alternatif est donc une condition. Encore faut-il que celui-ci puisse rencontrer un large écho parmi les Français.

UNE EUROPE DÉCRÉÉE

Comme souvent, c'est sur la question européenne qu'un véritable concentré de pensée unique peut s'exprimer sans détour : « *La construction européenne continue de faire les frais des crispations de notre société. Persuadés (à 85 %) que la France est en déclin, considérant (à 61 %) que*

Seuls 31 % des sondés font confiance à l'Union européenne.

la mondialisation est "une menace" pour le pays, les Français sont plus tentés que jamais par une forme de repli national. » « Crispés » ? « Persuadés » ? En somme les Français ne sont rien d'autre qu'un ramassis de blaireaux qui n'ont pas saisi les bienfaits des délocalisations et de la dislocation des services publics. La défiance vis-à-vis de l'Europe revêt une dimension générale sur la base d'un caractère de classe. En effet, seuls 31 % des sondés font confiance à l'Union européenne dont 55 % sont des cadres et 21 % sont des ouvriers. De cette Europe construite contre les peuples, sans cadre démocratique ils ne sont plus que 45 % contre 40 % à trouver que c'est une « bonne chose » pour la France. Conséquence assez logique, l'exigence d'une sortie de l'Euro atteint 33 % (+5 % par rapport à 2013) avec l'appui de 52 % (+8 %) des ouvriers quand 94 % (+12 %) des cadres sont pour le maintien de la monnaie unique. Cette poussée symétrique chez les

ouvriers et les cadres n'est en rien contradictoire mais le signe de l'exasération de l'antagonisme des situations. C'est une question majeure pour les tenants d'une autre Europe, sociale et démocratique. Contre la tentation d'un repli à l'intérieur des frontières de l'Hexagone, les bons sentiments d'un projet abstrait articulé autour d'une perspective d'harmonisation par le haut des droits ne pèsent pas bien lourd. Repenser des propositions européennes qui ne fassent pas du cadre actuel l'alpha et l'oméga d'un projet émancipateur est aujourd'hui nécessaire.

Les Français sont déprimés avec quelques raisons. Chômage, santé, perspectives d'avenir pour ses enfants peu de thématiques échappent aux inquiétudes. À cette situation objective, il faut ajouter des ressorts plus psychologiques. La politique libérale, les renoncements cumulés du gouvernement socialiste sur à peu près tout, ne peuvent que nourrir la morosité, le sentiment de trahison et d'abandon. Dans une situation à bien des égards explosive, le meilleur comme le pire sont possibles. Reconnaissions que les forces réactionnaires ont pris quelque avance. Raison de plus pour cesser les tout petits calculs politiques qui ne dépassent pas la prochaine élection ou les réactions dignes d'une cour de récréation. Cohérence et clarté politique s'imposent, non pour dénoncer ou punir tel ou tel mais pour, appuyées sur des propositions ambitieuses, ouvrir un avenir à un projet émancipateur.

● GUILLAUME LIÉGARD



Par Raymond Macherel

Les 4 vérités télégéniques de NKM

**Interview par Roland Sicard
dans l'émission “Les 4 Vérités”,
France 2, 30 janvier 2014.**

Si NKM n'était pas le pur produit politique que l'on connaît, on la croirait toute droite sortie de l'aile ou la cuisse de Sarkozy. Vous savez, le film avec Louis de Funès, diffusé 2344 fois depuis la privatisation de TF1, après le JT de Claire Chazal. Le film qui préfigure la révolution industrielle et numérique, chère à l'ex-ministre sarkozyste, et accessoirement à son frère, pdg de price-minister. Rappelez-vous : dans des usines sans ouvriers – zones franches de droit du travail of course et programme du CNR "Les Jours Heureux" réduit en poudre - des poulets cubiques vous tombent tout emballés dans les assiettes de l'avenir.

Mais il y a un double-effet NKM. Et la communicante, habile comme une anguille, peut faire aussi grande dame apprêtée, style trente glorieuses. On la dirait parfois sortie d'un film de Jacques Tati, Mon Oncle et sa villa futuriste middle-class qui côtoie la banlieue populaire en ruine. Vous vous souvenez, la voisine célibataire, son grand chapeau, ses manières : « Je connaaaais de joliiies histoires... », sussure-t-elle à l'enfant indifférent. NKM a tout compris de la politique, isn't it, une artiste du storytelling, qu'on nous sert au robinet des tubes numériques et autres tablettes internet.

Car pour la bataille municipale de Paris, NKM a fait sa mue et fendu l'armature : nouveau look pour une nouvelle vie, afin

de satisfaire l'oeil de la télé-réalité qui nous surveille. Adieu Longjumeau, ville fleurie et son marigot tactique. Grand saut sur la capitale, où la droite se casse les dents depuis Delanoë. NKM vient porter « une nouvelle énergie », puisque la politique n'existe plus hors des écrans de divertissement et de contrôle. Puisque l'hégémonie culturelle passe par la bataille d'images, et réciproquement. Pour affronter la force tranquille, un tantinet austère disons, d'Anne Hidalgo, la candidate UMP déploie ses micro-récits. La députée de l'Essonne a remisé chouchous et barrettes. NKM relookée, c'est sourires et cheveux lâchés, boucles au vent. NKM, jeans, blouson de cuir et boîtes de nuit. NKM métro and cigarettes. NKM se lâche pour Paris !

Sur France 2, un reportage de l'émission "Envoyé spécial" mettait en scène la biographie et la carrière des deux femmes politiques pressenties pour devenir Maire de Paris. Dans une scène de taxi nocturne, comme filmée par Olivier Assayas ou Claire Denis, NKM s'épanche, mots et confidences bien pesés : "Je pense que c'est très destructeur de passer son temps à maîtriser ses mots, de maîtriser sa parole, de la contraindre. C'est un apauvrissement de soi-même, de sa relation avec les autres. Je préfère dire les choses comme je les sens. Quitte à ce qu'elles soient occasionnellement détournées." NKM est une actrice de la politique qui sait composer avec les codes des sé-

ries télés. Elle sait faire briller, de sa voix douce, le vernis de la simplicité sous la brutalité du programme. "Je pense que les étiquettes sont une violence faite aux personnes. On essaye de vous enfermer dans des boîtes. Quand on me le fait, on passe en général assez loin de la réalité." Toujours cette violence du "Truman Show" de la réalité...

Tant de perfection télégénique et scénaristique impressionne. Tant de cordes à son arc aussi : polytechnicienne, service militaire dans la Marine, mère, artiste, et même architecte... Son projet pour Paris prévoit de relooker en piscines et lieux branchés des stations de métro devenues fantômes. Tout un programme. A croire que le produit NKM a été brainstormisé et peaufiné par des publicitaires de métier. Un récent sondage de l'institut "marketing-politique.com" ironisait : "A quelle produit associez-vous NKM ?" 43% des français répondent "Elnett de L'Oréal", 19% "Ultra-Brite d'Unilever", 12% la fameuse éponge double-face "Scotch-Brite" et le reste, des revêches sans opinion. Il faut reconnaître la limite de tels sondages. Mais tout de même. Quand on ouvre le placard laissé par Chirac et Tibéri à Paris, on se dit que la droite parisienne méritait une forte tête de gondole. NKM c'est le pack idéal, malgré le forfait limité à 2014, trois lettres pour une marque qui est, à elle toute seule, son patrimoine politique, son projet, son

logo. Dans N-K-M, le "K" du milieu a du poids : il drague davantage la référence hollywoodienne à JFK que celle de l'ex-présidentiable DSK sombré entre Sofitel et Carlton. Et puis le "M" qui "aime Paris", ça c'est de la trouvaille. Voyons NKM sur un plateau, ou plutôt dans l'assiette oeuf-bacon de Roland Sicard. La vie politique médiatique réserve quelques passages obligés. Dont le privilège télé-matinal des "4 Vérités" sur France 2. Le titre fleure bon les belles heures de François-Henri de Virieu dans les années 80. Un rêve de journaliste : passer l'homme ou la femme politique au presse-agrume de la vérité. L'adage le dit : dire ses quatre vérités à quelqu'un, c'est ne pas le ménager et l'éclairer de sa franchise. Mais pourquoi les mettre en quatre, si ce n'est pour en marquer l'intensité ? Les titres des émissions de télé ne sont

pas moins fabriqués que les slogans politiques.

A l'heure du petit déjeuner, le journaliste Roland Sicard ne manque pas d'appétit. Lui qui cueille au petit matin la famille politique au grand complet. Une institution, "Les 4 Vérités" sur France 2. Sans doute la plus vieille émission de la télévision encore à l'écran, après le tirage du Loto. Huit ou neuf minutes de politique entre la tartine beurrée et les cartables en route. Et surtout dans une matinale qui fait plus d'un million de téléspectateurs chaque jour et plus de 36% de part d'audience.

Ce jeudi 30 janvier, c'est donc l'heure des "4 Vérités" pour NKM. Au lendemain de la grande confrontation télévisée de tous les candidats à la Mairie de Paris, où elle a dit dans un lapsus vouloir « remercier toute seule... et tous

ceux qui nous écoutent, après une journée chargée. » A "Télématin", William Lémérige a réveillé son monde tranquillement depuis 6h30. Arrive cette parenthèse politique. Générique. Musique. NKM apparaît, chevelure et sourire en majesté.

Il est 7h50, Roland Sicard avance le premier sujet : « Comment ce positionne l'UMP sur la théorie du genre ? » NKM : « Je vous dirai surtout comment je me positionne moi... » Indépendance toute gaulliste ou gaullienne, comme son père, comme son grand-père, ambassadeur à Moscou du temps du Général - l'arrière-grand-père Morizet, lui, a participé à la fondation du PCF en 1920. Relance de Sicard, première pique : « C'est ce que dit Vincent Peillon... » NKM : « Des parents inquiets, on ne leur répond pas par la menace mais par le dialogue, est-ce qu'il le dit aussi ? » Sicard insiste, elle martèle : parents inquiets, menaces, dialogue. Deuxième sujet : « Que comptez-vous faire pour améliorer la sécurité ? » Croissant béni pour NKM : « Je veux..., puis se corrige, je voudrais une police municipale. [...] Le doublement des caméras de protection. [...] » Le sourire de Sicard se fait narquois. NKM va devoir résister à l'affront de ces plans de coupes sur le journaliste qui la toise. « Troisième point, je veux le retour des arrêtés contre la mendicité aggressive » L'arsenal sécuritaire de la "Droite forte" ou de la "France

droite" est planté comme décor derrière la voix doucereuse et les effets de cils. « Cette pression de la mendicité... abîme le vivre-ensemble » Ah ! Cette pauvreté qui dégrade l'image de Paris aux yeux des american touristes. NKM, la droite sans fards.

Vient la minute du slogan de campagne : « Je veux mettre une nouvelle énergie pour Paris... » Interruption de Sicard, décidément bien moqueur : « C'est ce que disent tous les candidats. » Sicard paraît presque hilare. On sent que NKM se pince pour rester sérieuse. Autre sujet : « Il y a beaucoup de dissidences à droite... » NKM reconnaît des « déceptions » dans son camp et grossit le trait, dénonçant 40 listes dissidentes à gauche avec le Front de Gauche et EELV autonomes au premier tour : « Ce n'est pas très honnête, dit-elle d'un très large sourire, puisqu'ils ont gouverné ensemble. »

Roland Sicard décoche son dernier sujet : « Vous voulez instaurer des référendum parisiens, pour quoi faire ? » Le fantôme ou le fantasme gaulliste refait surface : « Je veux gouverner loin des camps, loin des partis, loin des côtes-ries, sous le contrôle des citoyens... » L'ambition personnelle de NKM, présidentielle de 2017 en ligne de mire, pointe dans cette rencontre mal em-

bouchée entre l'égérie de circonstance de la droite parisienne et ce qu'il reste du peuple de Paris.

L'art du storytelling consiste à formater les esprits, des consommateurs comme des citoyens. Christian Salmon montre que le marketing à l'oeuvre dans la publicité et le management a investit massivement le champ politique. NKM est l'une des créatures de cette politique spectacle. Face au vide effectif du pouvoir, impuissant à combattre la Finance et ses instruments, on fabrique des personnages communicants, davantage agités ou afférés qu'agissants. La télégénie de NKM flotte et, de temps en temps, peut piquer fort si quelqu'un ose la chercher de trop près. Roland Sicard a su jouer avec elle ce matin-là du miroir de la télé. Mais dans une autre émission, le journaliste Yves Thréard, du Figaro, en a pris pour sa calvitie : « Vous avez une coiffure hollywoodienne depuis le début de la campagne ? » NKM cinglante, et l'oeil malicieux parce qu'elle sait que tout cela n'est qu'un jeu : « Je ne fais pas de commentaire sur votre coiffure M. Thréard ! Je trouve ça déplacé, dans une interview sérieuse et politique. » Si on ne coupait pas les vérités en quatre dans les petits cercles de la télégénie médiatique, d'autres pourraient s'occuper sérieusement des problèmes politiques.

● RAYMOND MACHEREL



Leila Chaibi

Le réveil des réacs

Il y a un an, j'avais séché les manifs pour le mariage pour tous. Cécile et Mathilde, un couple d'amies, m'avaient dit « On t'a pas vue samedi ? ». Je leur avais répondu « Je vous vois jamais les autres samedis, quand on manifeste pour la retraite à 60 ans ou pour le droit au logement ». J'étais persuadée que le combat pour l'égalité des droits était de toute façon sur la bonne voie. Le mariage homo était dans le programme de Hollande, et en plus, il s'agissait d'une des promesses de campagne qu'il avait décidé d'appliquer. On était au 21e siècle, d'autres pays l'avaient déjà légalisé avant nous. Bref, c'était une mesure de gauche facile à appliquer, et le gouvernement avait décidé de faire du « sociétal » pour mieux masquer sa nullité en matière de social.

A l'époque, Cécile et Mathilde voulaient déjà faire un gosse. Et aujourd'hui, après un an de démarches, alors que leur projet est sur le point de se concrétiser, Cécile et Mathilde doutent.

De leur volonté d'avoir un gamin, elles n'ont jamais eu aucun doute. Le parcours du combattant qui est imposé aux couples de même sexe a endurci leur désir d'enfant. Des mois d'analyses médicales, de rendez-vous chez les experts-psys, des allers retours à Bruxelles, le choix du donneur, les tentatives ratées

puis réussies d'arrêter la clope... Pour surmonter tout cela, il fallait sacrément le vouloir, ce gosse.

Mais à voir les réacs défiler dans la rue avec des pancartes homophobes, et le gouvernement qui jour après jour leur donne davantage raison, Cécile et Mathilde commencent à flipper de la façon dont leur bambin sera accueilli sur cette planète. Comment réagiront les autres parents à la sortie de l'école en voyant ces deux mamans ? Que lui diront-elles si des « journées de retrait » sont organisées sous prétexte que les papas et mamans de ses camarades de classes ont peur que leur fils devienne homosexuel ? Des réacs, il y en a toujours eu dans ce pays. En faisant traîner les débats sur le mariage pour tous, en cédant sur la PMA, en capitulant sous la pression des lobbies intégristes dans le cadre du nécessaire débat sur l'égalité de genre, le gouvernement a réveillé les homophobes. Il leur a permis de s'organiser et de se construire une nouvelle légitimité, alors même qu'il avait l'occasion de les ringardiser à jamais. ●